



Toutes et tous en grève le 19 mars !

mercredi 13 mars 2019, par [Bariaud](#)



La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles. Toutes et tous, salarié-es, précaires, retraité-es, la jeunesse aspirent à plus de justice sociale et à vivre dignement. Le pouvoir d'achat est une préoccupation prégnante et revendiquer une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux est bien légitime !

Le mouvement des « Gilets Jaunes » reste important. Il permet de continuer à mettre en lumière la colère et le malaise d'une grande partie de la population. Malgré les tentatives d'instrumentalisation de l'extrême-droite, le centre de gravité revendicatif du mouvement s'est placé très nettement sur le corpus revendicatif classique du mouvement ouvrier. A partir d'une révolte contre le prix du carburant, les « Gilets Jaunes » sont maintenant synonymes d'exigence de plus d'égalité sociale : retour de l'ISF, retrait de la hausse de la CSG et augmentation des salaires notamment le SMIC. Les « Gilets Jaunes » ont réussi à mettre en difficulté Macron et son gouvernement et laissé entrevoir la possibilité d'un recul de sa politique.

Les menaces qui pèsent sur les services publics, année après année, fragilisent l'égalité entre les territoires et mettent à mal tout notre modèle social. La future réforme de la Fonction publique que tente d'imposer le gouvernement, c'est la fin du paritarisme et de toute transparence dans les mutations, les promotions. C'est une remise en cause sans précédent de nos statuts. Après le retour du gel de la valeur du point qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence injuste tant pour les salarié-es du privé que pour les agent-es publics, pour ne s'en tenir qu'à quelques exemples, voici un projet de loi dévastateur de contre-réforme de la Fonction publique. En créant un arsenal de dispositions, notamment organisant la mobilité forcée, pour accompagner de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favoriser l'abandon ou la privatisation de missions publiques, ce texte est également porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités. Dans l'éducation, c'est la mise en place des réformes à marche forcée. A travers les réformes en cours, que ce soit dans les 1er et 2nd degrés, Jean-Michel Blanquer instaure une idéologie libérale à tous les étages : une école pour les élites empreinte de tri social, de sélection, d'apartheidisme, de concurrence... Les réformes du lycée et du lycée professionnel renforcent très fortement cette école de la sélection. La formation professionnelle est démantelée, des lycées professionnels à l'AFPA en passant par les CFA associatifs : après l'attaque idéologique visant à faire disparaître le droit à la formation professionnelle, c'est un plan social global auquel on assiste.

Fédération CGT Éducation Recherche Culture

La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles. Toutes et tous, salarié-es, précaires, retraité-es, la jeunesse aspirent à plus de justice sociale et à vivre dignement. Le pouvoir d'achat est une préoccupation prégnante et revendiquer une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux est bien légitime !

Le mouvement des « Gilets Jaunes » reste important. Il permet de continuer à mettre en lumière la colère et le malaise d'une grande partie de la population. Malgré les tentatives d'instrumentalisation de l'extrême-droite, le centre de gravité revendicatif du mouvement s'est placé très nettement sur le corpus revendicatif classique du mouvement ouvrier. A partir d'une révolte contre le prix du carburant, les « Gilets Jaunes » sont maintenant synonymes d'exigence de plus d'égalité sociale : retour de l'ISF, retrait de la hausse de la CSG et augmentation des salaires notamment le SMIC. Les « Gilets Jaunes » ont réussi à mettre en difficulté Macron et son gouvernement et laissé entrevoir la possibilité d'un recul de sa politique.

Les menaces qui pèsent sur les services publics, année après année, fragilisent l'égalité entre les territoires et mettent à mal tout notre modèle social. La future réforme de la Fonction publique que tente d'imposer le gouvernement, c'est la fin du paritarisme et de toute transparence dans les mutations, les promotions. C'est une remise en cause sans précédent de nos statuts.

Après le retour du gel de la valeur du point qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence injuste tant pour les salarié·es du privé que pour les agent·es publics, pour ne s'en tenir qu'à quelques exemples, voici un projet de loi dévastateur de contre-réforme de la Fonction publique.

En créant un arsenal de dispositions, notamment organisant la mobilité forcée, pour accompagner de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favoriser l'abandon ou la privatisation de missions publiques, ce texte est également porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités.

Dans l'Éducation, c'est la mise en place des réformes à marche forcée. A travers les réformes en cours, que ce soit dans les 1er et 2nd degrés, Jean-Michel Blanquer instaure une idéologie libérale à tous les étages : une École pour les élites empreinte de tri social, de sélection, d'autoritarisme, de concurrence... Les réformes du lycée et du lycée professionnel renforcent très fortement cette école de la sélection.

La formation professionnelle est démantelée, des lycées professionnels à l'AFPA en passant par les CFA associatifs : après l'attaque idéologique visant à faire disparaître le droit à la formation professionnelle, c'est un plan social global auquel on assiste.

Confronté à une mobilisation sociale à laquelle il ne sait ni ne veut répondre, le pouvoir impose une nouvelle loi attaquant la liberté de manifester pour apeurer l'opinion et la dresser contre les mobilisations sociales. L'ancien ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, a même été jusqu'à appeler les policier·es à se servir de leurs armes à feu ! Cette répression tient lieu de politique pour un gouvernement sombrant dans le discrédit général et, par là, ce sont les libertés démocratiques qui sont mises en danger. Les violences policières massives qui ont fait des dizaines de blessé·es ces dernières semaines ne doivent pas empêcher d'élargir les mobilisations. C'est la seule façon de faire reculer ce gouvernement. La FERC CGT est solidaire des personnes victimes de ces dérives liberticides. Elle exige la levée de toutes les mesures portant atteinte au droit à manifester, l'abandon et l'interdiction de toutes les armes dites non-létales mais dont l'utilisation conduit à des mutilations ou à des mort·es (telles que les flash Balls et les grenades de désencerclement) et que la lumière soit totalement faite sur les chaînes de commandement responsables des violences policières ayant abouti à des blessures de manifestant·es.

La FERC-CGT soutient la nécessité d'un mouvement social unitaire contre la politique du gouvernement. Cette mobilisation doit prendre la forme de grèves et de manifestations dans tout le pays.

La FERC-CGT appelle à converger avec les « Gilets Jaunes », en lien avec les Unions départementales et les Unions locales, dans toutes les initiatives locales : grèves, rassemblements et manifestations le week-end ou en soirée, réunions publiques, Assemblées Générales...

La FERC-CGT a déposé des préavis de grève pour permettre aux personnels de se saisir de toutes les initiatives de nos secteurs professionnels. Elle appelle à participer massivement, par la grève, à la journée nationale interprofessionnelle du 19 mars 2019.

La FERC-CGT continuera à prendre des initiatives pour augmenter le rapport de force. Ensemble, faisons entendre nos exigences d'égalité et de justice sociale.